

Declaration de la Coalition Africaine pour le Développement Durable et l'Economie Verte

Les organisations de la Société Civile africaine réunies à RioCentro a Rio de Janeiro prennent acte de la dernière version du document de négociation produit par les négociateurs à la Conférence des Nations Unies sur le Développement durable, RIO+20, tenue du 20 au 22 Juin 2012.

Considérant que les résultats de RIO+20 issus des parties aux négociations n'ont pas été à la hauteur des attentes de la société civile;

Considérant que le texte issu des négociations est resté vague dans le Fond bien que riche en éléments pouvant être déterminants et en concepts nouveaux et pertinents;

Considérant que le texte fait rentrer des aspects tels que:

- la contribution de la culture et des civilisations au développement durable,
- l'emploi des jeunes
- le droit de la société civile d'avoir accès à l'information et de contribuer au débat social et au dialogue politique,
- le renforcement des capacités des pays et des parties prenantes, avec la peur de voir recommencer le cycle d'élaboration par les Experts internationaux des plans nationaux d'économie verte alors même que les autres plans nationaux élaborés sous le gide des Nations Unies n'ont pas été financé et mis en oeuvre jusqu'ici (NAMA, NAPA,...)
- Le transfert des Technologies, bien que le mode d'acquisition par les pays pauvres reste questionnable par rapport à l'objectif commun de sauver la plante, notre "mother Eart".
- L'économie verte qui était d'ailleurs le thème central du sommet avec l'arrangement institutionnel ;

Considérant que concernant l'économie verte le texte est resté muet sur une définition consensuelle et compréhensible par tous;

Considérant que le texte ne fait aucune référence sur la manière dont cette économie devra être mise en oeuvre et qu'aucune mesure de sauvegarde n'a été énoncé ouvrant ainsi la voie aux interprétations diverses dans sa mise en oeuvre; et donc dans des dérives en matière de souveraineté des Etats face aux multinationales et à la préservation du droit des citoyens et des peuples autochtones;

Considérant qu'une telle ouverture laisse peser les menaces sur le Capital Naturel de l'Afrique et que ce Capital Naturel appartenant aux peuples ne peuvent être négocié au niveau international seul, que l'homme devrait être placé au centre du développement et qu'il faille éviter une 'économie verte' qui vienne transformer chaque arbre, chaque plante, chaque goutte d'eau et chaque être de la nature, en marchandise.

Considérant qu'il est urgent de cadrer ce concept et de lui donner une orientation convenable en vue du développement durable de l'Afrique;

Convaincu que seul une approche inclusive avec l'ensemble des acteurs dont le secteur privé pourrait permettre d'avoir une vision claire de ce concept d'économie verte ainsi que de son mécanisme de mise en oeuvre et des mesures de sauvegarde y afférentes,

Convaincu que les pays africains devraient se retrouver d'urgence après RIO+20 pour définir la conduite à suivre et dégager les moyens pour mener à bout la réflexion;

Considérant l'absence d'engagement des pays riches par rapport aux sources de financement et même des financements innovants et ayant à l'esprit les engagements non encore respectés vis à vis de l'Afrique, notamment à Copenhague.

Saluons l'attitude des négociateurs africains qui ont exigé l'introduction d'un chapitre sur le mode de financement de l'économie verte et le mécanisme d'accès aux fonds, bien que cela ait abouti à une formulation vague de la rubrique de l'économie verte comme "politiques pour l'économie verte" et non par exemple "transition vers une économie verte" comme proposer par certains pour le rendre plus contraignant;

Soutenons la position des chefs d'Etats africain de renforcer l'UNEP afin de faire d'elle l'institution universel en charge du développement durable;

Recommandons aux dirigeants du monde de prendre au sérieux les menaces qui pèsent sur notre planète et de trouver des moyens financiers nécessaires pour permettre à tous les peuples d'apporter leur contribution au solutionnement de ce problème qui nous concerne tous et dont les premières victimes sont les pays du Sud qui sont les plus vulnérables face aux effets du changement climatique ;

Recommandons au secteur privé africain de se joindre aux Etats et à la Société Civile pour ensemble trouver les voies les meilleures pour le futur dont nous souhaitons tous pour l'humanité; d'apporter son appui financier et matériel pour la formation des jeunes et la promotion des emplois verts ;

Lançons un appel à l'endroit des Organisations Internationales afin d'apporter un appui financier, matériel et en terme de renforcement des capacités et des compétences de la Société civile africaine pour apporter sa contribution à l'édification de notre futur commun et de la mise en oeuvre du concept de l'économie verte dans le cadre du développement durable et la lutte contre la pauvreté.

Prenons la résolution en tant que société civile africaine de nous mettre ensemble sous cette thématique d'économie verte afin d'y apporter un contenu selon la vision africaine, assister les Etats et les gouvernements locaux dans la définition et la mise en oeuvre des politiques d'économie verte ainsi que dans l'élaboration des plans nationaux et territoriaux, le suivi et l'évaluation de même que dans le renforcement des capacités et la

formation des Experts en vue de la promotion de ce concept vu d'Afrique dans la société et les entreprises.

Décidons de nous mettre sous la dénomination de '**Africa Alliance for Green Economy**'(AAGE), en français, '**Coalition Africaine pour le Développement Durable et l'Economie Verte**'(CADDEV), et invitons le secteur privé et les Collectivités Territoriales de se joindre à nous pour construire ensemble.

Fait a Rio de Janeiro, ce 22 Juin 2012 par les organisations africaines suivantes signataires ci -dessous:

Reso-Climat Cameroun/ ROS4C/ADEID	Cameroon
GAWU	Ghana
ABANTU FOR DEVELOPMENT	Ghana
Clean Energy Consult	Nigeria
AIT	Nigeria
Women Care Association	Nigeria
Niger Delta Women Movement	Nigeria
WEP-BF	Burkina Faso
West Africa Initiative	Liberia
UDTS	Senegal
EDER	Niger
YMCA	Kenya
ONG –SAHA	Madagascar
Fondation TANYMEVA	Madagascar
Association FITIAVANA	Madagascar
PELUM Association (Regional)	Zambia
Timber Producers Association (TPAZ)	Zambia
BECE – BTP	Guinea
AGACFEM	Guinea
Tanzania Home Economics Association (TAHEA)	Tanzania
CEPAS	DR Congo
Reseau Ressources Naturelles	DRC
Clube de Alianca	Angola
IPA International Presentation Association	Zimbabwe
Uganda Coalition for Sustainable Development	Uganda
REDA-Chap. National	Ivory-cost
SALSA	South Africa